

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui
Territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du - 2 JUL. 2018

mettant en demeure la société CHALEUR HAUTÉPIERRE de respecter
des prescriptions techniques dans ses installations
situées 60 rue Jean Giraudoux à Strasbourg

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 pris en application du titre 1^{er} livre V du code de l'environnement, définissant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter des installations de combustion par la société Chaleur Haute pierre à Strasbourg, 60 rue Jean Giraudoux ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 ;
- Vu le rapport du 29 mai 2018 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant qu'il est apparu lors de la visite d'inspection du 4 avril 2018 que :

- les fonds des fosses de rétention de la solution d'acide chlorhydrique et de la solution de soude, séparés physiquement, montrent des traces d'endommagement, que ces dégradations se sont aggravées depuis l'observation faite lors de l'inspection des installations en 2016, que les capacités de rétention ne sont, du fait de l'endommagement observé, plus résistantes à l'action chimique des produits qu'elles contiennent,
- les vérifications annuelles de l'étanchéité des tuyauteries ne sont pas réalisées,
- les justificatifs de la vérification de l'étanchéité des tuyauteries après travaux et leur résultat n'ont pas pu être présentés ;

Considérant que les dispositions correspondantes des articles 50, 62 II et 62 V de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 susvisé ne sont donc pas respectées ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société CHALEUR HAUTEPIERRE, dont les installations sont situées 60 rue Jean Giraudoux à Strasbourg, est mise en demeure de respecter sous un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions reprises ci-après en gras, pour l'exploitation de ses installations :

« Article 50 de l'arrêté du 26 août 2013 :

[...] Tout récipient susceptible de contenir des liquides dangereux ou d'entraîner une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel est associé à une capacité de rétention étanche [...]. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides [...]. ».

« Article 62 de l'arrêté du 26 août 2013 :

[...] II. Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service [...].

V. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie garantit une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de la rédaction et de l'observation d'une consigne spécifique [...] ».

Article 2 :

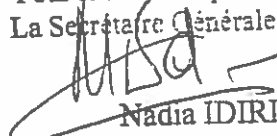
Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société CHALEUR HAUTEPIERRE, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de Strasbourg, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe



Nadia IDIRI

Délais et voies de recours

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).